



Les médias, les institutions ou encore le monde universitaire nous abreuvent quotidiennement de mots qui, lancés dans le débat public, peuvent se draper d'une fausse ambition de transformation sociale ou au contraire, nous déposséder de leur pouvoir subversif initial. Ces mots, généralisés dans les discours, les représentations, les idées, se muent ainsi en « cheval de Troie » d'une grammaire au service d'un modèle de développement dominant. Contribuer à retrouver le sens originel de ces mots, tenter de les redéfinir ou au contraire de déconstruire l'imaginaire qu'ils véhiculent, telle est la proposition de ce billet.

par
Clotilde Garnier
(MRJC)



JEUNESSES

Dans le numéro n°490 de *Transrural*, publiée en pleine campagne présidentielle de 2022, le lecteur découvrait le terme de «young-washing». Un mot-valise alors utilisé pour évoquer l'instrumentalisation de la jeunesse par *France Inter* et l'association Chemins d'avenir dans un débat autour de la Présidentielle. À l'époque, quatorze jeunes invités pour «dialoguer sans filtres» avec les candidats avaient été contraints dans un format empêchant tout réel échange avec les politiques. Largement médiatisé par *France Inter* comme une opportunité unique pour la jeunesse de s'exprimer, cet évènement s'est révélé plutôt une belle opération de communication aux dépens des participants et de la jeunesse.

Deux ans plus tard, on ne peut pas dire que la situation se soit beaucoup améliorée. À une table ronde organisée en septembre 2024 à l'occasion de la Fête de l'Humanité sur la Base 217 à Brétigny-sur-Orge (91) intitulée «Non à la disciplinarisation d'une jeunesse placée sous contrôle», trois intervenantes, une modératrice, aucun jeune derrière le micro. À nouveau la jeunesse est un sujet dont il faut parler, à qui l'on parle mais qui ne semble pas capable de parler. La situation est symptomatique du climat politique actuel: les jeunes ne sont pas invités à s'exprimer mais à se conformer à des règles toujours plus autoritaires. À l'automne 2024, l'un des chantiers les

plus «aboutis» d'Emmanuel Macron est la création et l'extension du Service national universel (SNU), avec en ligne de mire sa généralisation. Ce dispositif, présenté comme un moyen de promouvoir l'engagement des jeunes, a été récemment dénoncé par la Cour des comptes pour son manque de clarté et son coût largement sous-évalué. Plus grave encore, il porte une vision de la jeunesse comme une population qui ne mérite que d'être remise dans le rang. Comme si tous les choix que peuvent faire les jeunes sont nécessairement délétères, pour eux et la société.

Pourtant les jeunes savent choisir et savent agir. Au lendemain de l'annonce de la dissolution de l'Assemblée Nationale par Emmanuel Macron, des pans variés de la jeunesse se sont mobilisés contre l'extrême-droite. Souvent hors des cadres organisationnels classiques, des jeunes d'origines diverses se sont coordonnés pour tracter, coller, rencontrer les gens sur leurs territoires et échanger autour des élections. Porteuse d'une parole démocratique, d'inclusivité et de vivre-ensemble cette mobilisation a permis de construire à nouveau le «barrage républicain».

Au MRJC, nous savons que les jeunes peuvent parler pour eux-mêmes et sur tous les sujets qu'ils estiment les concerner. Et nous le savons car nous le faisons depuis bientôt 100 ans. Cette année nous avons aussi décidé de commencer à

parler de «jeunesses», au pluriel. Les jeunesse ne sont pas uniformes. Les territoires desquels nous venons nous exposent à des problématiques spécifiques. Nous sommes particulièrement bien placés pour savoir que les difficultés rencontrées par les jeunes ruraux ne sont pas celles de tous les jeunes, de la même façon que les jeunes étudiants rencontrent des problématiques qui ne sont pas celles des jeunes déjà en emploi. Ce ne sont pas les mêmes leviers d'action selon ces territoires et ces situations.

Parler de jeunesse plurielles n'occulte pour autant pas les difficultés qui nous sont communes, le manque de reconnaissance et de possibilité de s'exprimer, déjà bien évoqué ici, mais aussi des enjeux de précarité, de difficulté d'accès à l'emploi, aux aides et aux soins. Les problèmes de santé mentale, notamment de dépression et d'anxiété, augmentent chaque année. La réalité du changement climatique et des conséquences très concrètes, que nous subirons, confrontées à l'inaction de nos dirigeants face à la catastrophe annoncée, est une source de malaise pour nombre d'entre nous. Mais ce qui nous rassemble aussi, c'est notre envie de nous battre pour ce que nous estimons juste, l'énergie que nous avons à cœur de mettre dans nos luttes et la croyance que faire ensemble nous permettra d'aller loin. Et si on ne veut pas nous donner la parole, nous pouvons aller la chercher.